

A Berne, ils ne se battent

POLITIQUE La loi Covid sera votée cette semaine à Berne. L'occasion de demander aux élus valaisans sous la Coupole ce qu'ils en retiennent de positif ou de négatif et d'aborder leurs autres chevaux de bataille.

Sous la Coupole, impossible pour les parlementaires suisses d'oublier le coronavirus. Déjà, parce qu'ils siègent derrière un plexiglas de protection. Mais aussi parce que la pandémie et ses conséquences économiques ont focalisé de nombreux débats, durant les trois semaines de la session qui se termine vendredi.

La fameuse loi Covid a été l'objet le plus discuté. A l'approche de son vote final, la délégation valaisanne salue principalement le résultat d'un travail, concocté en un temps record pour se substituer aux ordonnances décrétées en urgence par un Conseil fédéral aux pleins pouvoirs. Jean-Luc Addor (UDC) se montre cependant très critique. Pour celui qui revendique «presque un acte de résistance», en serrant des mains dans la salle des pas perdus, cette loi est un leurre. «Les compétences accordées au Conseil fédéral sont tellement nombreuses qu'on fait rentrer par la fenêtre le régime d'exception auquel on était censé mettre fin. On va donc continuer à vivre dans ce que je n'ai pas peur d'appeler une dictature sanitaire, alors que la catastrophe annoncée ne s'est pas produite.»

Des aides financières...

Membre de la commission qui a planché sur le projet de loi, Benjamin Roduit (PDC) fustige des critiques faciles. «Je me demande quel UDC assumerait la décision de revenir à la situation pré-pandémie. La loi sur laquelle nous travaillons est aussi indispensable au prolongement des mesures financières en faveur des secteurs qui en ont le plus besoin.»

Parmi ceux-ci, Marianne Maret (PDC) cite les transports publics. «Je suis heureuse que la commission dans laquelle je siège ait étendu l'aide au trafic local, touristique et au feroutage. C'était important pour le Valais.» La sénatrice est, en revanche, très remontée par l'exclusion des crèches publiques des aides confédérales. «Ce n'est pas faute d'avoir rendu sensible le Parlement au fait que les crèches privées étaient quasiment inexistantes en Suisse romande», appuie, amer, Mathias Reynard (PS).

Sidney Kamerzin (PDC), qui selon le média en ligne heidi.news serait le seul Valaisan avec Christophe Clivaz à se déplacer masqué dans la salle du Conseil national, met l'accent sur les aides pour les indépendants. «Le Conseil fédéral voulait les limiter aux commerces qui doivent fermer. Le Parlement a voulu intégrer ceux qui subissent 55% de pertes. C'est déjà mieux, mais j'aurais préféré 40%.»

... coûteuses

Christophe Clivaz (Verts) rappelle que ces aides représentent un coût important. «Jusqu'ici, on a très peu évoqué la durée des mesures, parce qu'on ne sait pas quand on aura traversé la crise. Mais c'est une question qu'on va devoir se poser. Pour moi, rentrer dans une logique de fonds perdu, comme le demandent par exemple les milieux touristiques, n'est pas évident.»

Sur ce point, Philippe Nantermod (PLR) défend que la limite des aides financières au début de l'été prochain n'est pas excessive. «Ça correspondra à une année, comme le maximum de l'assurance chômage. Il y a une logique là-dedans.»

Beat Rieder (PDC) pense néanmoins que trop de secteurs ont bénéficié d'aides. «Tout le monde a voulu de l'argent public. Face à ces demandes compréhensibles, on aurait peut-être dû se montrer moins généreux. La dette suisse a quasiment doublé en six mois. La meilleure chose serait donc de redevenir le plus vite possible à la normale.»

Y compris sur le plan sanitaire? Il le pense, à l'instar de l'UDC Franz Ruppen et de son collègue de parti Philipp Matthias Bregy. Pour les trois Haut-Valaisans, le masque dans les magasins et les écoles ne s'avère pas nécessaire, si les mesures d'hygiène et de distance sociale sont respectées. Parmi les parlementaires du Valais romand, seul Jean-Luc Addor partage cette vision.

DES MASQUES PLUS DURABLES

► **CHRISTOPHE CLIVAZ** Les problèmes écologiques des masques anti-Covid préoccupent Christophe Clivaz. «J'ai demandé au Conseil fédéral s'il entendait prendre des mesures pour favoriser les masques réutilisables ou s'il prévoyait de développer une filière de recyclage des masques mono-usages», indique le Vert. Le gouvernement lui a répondu par la négative, en écrivant: «On ne savait pas encore avec certitude si les masques en textile, qui doivent être changés après un certain temps, sont meilleurs en termes de durabilité.» Quant à la filière de recyclage, «en supposant que la majorité de la population élimine correctement les masques jetables, nous n'en voyons pas la nécessité.»



DES MOYENS FINANCIERS POUR L'IDIAP

► **MATHIAS REYNARD** Les instituts de formation comme l'Idiap à Martigny seront éligibles à davantage de moyens financiers. Le Conseil fédéral avait exclu les institutions de ce type dans son programme de formation des quatre prochaines années. «La commission était divisée. C'est grâce à ma voix prépondérante de président que j'ai pu faire pencher la balance en faveur des emplois et de la recherche en Valais», se réjouit Mathias Reynard. Le socialiste regrette, en revanche, le fait que les montants alloués aux bourses d'études n'aient, eux, pas augmenté.



DES RECHERCHES RAPIDES SUR LA 5G

► **BENJAMIN RODUIT** Comme rapporteur de la Commission de la santé, Benjamin Roduit regrette de ne pas avoir pu convaincre la Chambre basse du Parlement d'accélérer la recherche sur les effets sanitaires de la 5G. Le National a, en effet, enterré la motion qui réclamait une surveillance de l'exposition de la population au rayonnement non ionisant et la création d'un service de consultation de médecine environnementale. «Retarder la mise en œuvre de ces mesures préconisées en novembre dernier par un groupe de travail serait catastrophique», avait plaidé l'élU PDC, en soulignant qu'il serait difficile de rassurer la population et les autorités locales, en ne traitant pas leurs principales préoccupations.



UN SOUTIEN POUR LA VITICULTURE

► **MARIANNE MARET** Pour soutenir la viticulture dont le Covid-19 a accentué les difficultés, Marianne Maret souhaite obliger les importateurs de vins étrangers à commercialiser également des vins suisses. «Cela permettrait de redonner à nos crus les mêmes chances sur le marché.» Le Conseil fédéral, qui a l'habitude de s'opposer aux mesures protectionnistes dans le domaine du vin, a répondu que la limitation de la concurrence proposée convenait à la loi sur l'agriculture. Le Conseil des Etats se prononce jeudi sur la motion de la sénatrice PDC.



LA TRANSPARENCE EN POLITIQUE

► **SIDNEY KAMERZIN** Pour le PDC Sidney Kamerzin, le Conseil national qui refuse le contre-projet à l'initiative populaire «Pour plus de transparence dans le financement de la vie politique» constitue sa plus grosse déception de la session. «Ce thème, que j'avais beaucoup abordé dans ma campagne, me tient énormément à cœur. Je suis déçu que le Parlement ait raté l'occasion de permettre à la population d'obtenir enfin des informations sur les importants soutiens financiers des partis et des élus.» Le compromis refusé par les conseillers nationaux prévoyait la publication des montants supérieurs à 25 000 francs pour les candidats et 250 000 francs pour les campagnes. Le peuple se prononcera donc sur les montants de 10 000 et 100 000 francs évoqués par l'initiative populaire.

